Mots. Les langages du politique

85 | 2007

Violence et démocratie en Amérique latine

Présentation

David Garibay et Gabriel Périès

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/1099>

DOI : 10.4000/mots.1099

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2007

Pagination : 5-9

ISBN : 978-2-84788-113-4

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

David Garibay et Gabriel Périès, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 85 | 2007, mis en ligne le 01 novembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/1099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.1099>

Présentation

L'ensemble des pays d'Amérique latine a connu, depuis la décennie 1980, des évolutions institutionnelles de gouvernements autoritaires vers des démocraties, ou en tous les cas vers des régimes dans lesquels la démocratie apparaît désormais comme la norme, acceptée et revendiquée par tous les acteurs politiques. Ces transitions ont reposé sur des processus négociés et progressifs. Du fait de la présence des militaires au pouvoir, elles ont la plupart du temps eu lieu dans des contextes de faible mobilisation sociale et d'absence relative de conflictualité. Pour certaines analyses de la transition démocratique¹, ce qui caractériserait ces processus serait l'incertitude. En effet, en privilégiant une étude de ces moments centrée de manière très détaillée sur les dynamiques des négociations entre dirigeants du régime et de l'opposition dans chacun des pays, ces auteurs montrent combien rien ne permet de considérer la situation finale (la mise en place d'un régime démocratique) comme un but poursuivi d'emblée par ceux qui négocient et combien ces processus ne sont en rien assimilables à la mise en place linéaire, progressive et programmée de règles du jeu démocratiques. Souvent, ces transitions ont été initiées par les militaires au pouvoir, qui cherchaient avant tout une forme de légitimation institutionnelle par des ouvertures à l'opposition, ne souhaitaient en aucune manière abandonner leur capacité de contrôle et, surtout, cherchaient à ménager leur impunité juridique après les « années de plomb » de la période 1970-1980.

Dans ce contexte, les analyses de la transition ont montré combien tout devait être fait pour éviter que l'ouverture, la transition ne se traduisent par l'irruption de la violence politique (attentats contre les dignitaires du régime, ou contre des militaires, par exemple) tant cela constituerait un danger immédiat pour la

1. L'ouvrage le plus représentatif de cette approche est celui de Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead, 1986, *Transitions from authoritarian rule. Comparative perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, publié alors même que plusieurs de ces transitions étaient encore en cours. Pour une analyse des liens entre cette approche théorique et les transitions telles qu'elles se déroulaient, sur le cas chilien, voir Alfredo Joignant, 2005, « La politique des "transitologues". Luttres politiques, enjeux théoriques et disputes intellectuelles au cours de la transition chilienne à la démocratie », *Politique et sociétés*, vol. 24, n° 2/3, p. 33-59.

poursuite des négociations. Or les acteurs contestataires armés (guérillas révolutionnaires) avaient existé en Amérique latine mais étaient, dans la décennie 1980, extrêmement affaiblis. De fait, dans ces analyses, le danger le plus important réside non pas tant dans l'irruption d'acteurs violents – possibilité vraisemblable mais finalement assez limitée – que dans la mobilisation sociale et politique radicale – à la récurrence bien plus fréquente – dont les expressions collectives sont conçues comme autant de sources potentielles de débordement et de violence. Par conséquent, ces analyses vont préconiser des solutions qui marginalisent les acteurs les plus revendicatifs au profit des plus modérés.

De ce fait, les questions relatives au recours à la violence politique ont été occultées pendant toute la période de la transition démocratique, parce qu'elles étaient considérées comme un danger potentiel pour l'évolution en cours. Or, cette volonté d'occultation ne va pas se limiter à la seule période de transition. Elle va en effet couvrir à la fois les périodes autoritaires précédentes et l'histoire des mobilisations des différentes composantes des sociétés civiles latino-américaines, à l'instar des mouvements revendicatifs indigènes. En ce qui concerne la période autoritaire qui, dans un grand nombre de pays du continent, a duré plus d'un demi-siècle, les militaires au pouvoir se retirent sous la promesse du respect de leur auto-amnistie, pour couvrir les crimes commis dans la répression de leurs opposants et reconnus aujourd'hui comme des génocides ou des crimes contre l'humanité. La construction de la démocratie va dès lors, pour un certain temps, reposer sur une histoire « trouée »² d'où sont exclus tous les faits de violence que, jusqu'à une période encore récente, il n'était pas possible de reconnaître, de qualifier et encore moins de juger.

Mais cette occultation ne se limite pas à la période de la transition. Elle va également se prolonger sur la période suivante. Pour les nouvelles démocraties, le recours à la violence doit être proscrit dans le nouveau régime. Cette assertion semble répondre à la théorie démocratique, qui suppose la forclusion du recours à la violence par des acteurs autres que l'État. Or cette situation va contribuer à maintenir dans le temps à la fois l'impossible reconnaissance de la violence passée et l'assimilation faite pendant la transition entre recours à la violence et mobilisation sociale. Dans ce contexte, tant le terrorisme d'État des régimes militaires que la lutte armée révolutionnaire doivent être non seulement rejetés, mais également oubliés, car potentiellement porteurs de la remise en cause des nouvelles institutions. De même, la mobilisation sociale, qu'elle soit ou non liée à un projet partisan, comme celle des populations indigènes, des paysans sans-terre ou même de la défense des droits de l'homme, est comprise comme source possible d'instabilité, d'abord dans le cadre de la transition, puis par la suite dans la consolidation du régime démocratique. La qualification d'une

2. Voir à ce sujet Catherine Coquiu éd., 2004, *L'histoire trouée, négation et témoignage*, Nantes, L'Atalante.

manifestation, d'une mobilisation, comme hors la loi et criminelle, soit par des membres du gouvernement, soit par des dirigeants de partis politiques au pouvoir, renvoie ainsi à l'existence d'un danger potentiel pour le fondement même des institutions représentatives considérées comme chroniquement instables, ce qui légitime à son tour la permanence de figures autoritaires dans l'espace politique, qu'elles prennent la forme du populisme ou de la menace d'une relance des dispositifs de coercition militaires.

L'analyse du vocabulaire et du discours politiques latino-américains fait apparaître de telles figures et permet de relever les formes les plus significatives de ce processus historique. Elle montre en effet quelles sont les lexies auxquelles les acteurs politiques ont recours pendant les périodes dictatoriales, les transitions et lors de l'affirmation de régimes démocratiques. Comment les nouvelles figures de l'autorité s'autoreprésentent-elles ? Comment donnent-elles sens à l'expression d'une légitimité ? Dans ces périodes critiques pour les institutions démocratiques, qu'elles soient niées ou en situation d'être redéfinies, si ce n'est définies, la désignation de ceux sur lesquels s'affirme l'autorité devient un enjeu essentiel. Qui est le porteur d'une menace ? Qui doit être exclu du champ politique en refondation ? La définition de l'autre, légitimée par une position de pouvoir, signale souvent la nature de ce dernier ; cependant, le discours construit également la forme sous laquelle ce même pouvoir prend la figure humaine du líder, du chef, du président constitutionnellement élu ou du militant associatif, et fixe pour un temps les modalités sous lesquelles la relation politique se donne, se réalise. Les cinq textes réunis dans ce dossier répondent à cette problématique avec des approches disciplinaires variées, dans un contexte langagier essentiellement hispanophone – le domaine brésilien, par souci d'unité, n'ayant pas été ici abordé. Ils rendent compte de la manière langagière dont est définie et circonscrite la société politique dans des moments de changement et d'évolution institutionnelle. Leurs approches reposent pour l'essentiel sur les discours produits par des locuteurs politiques et institutionnels centraux – chefs d'état, responsables gouvernementaux, forces armées, dirigeants de partis politiques au pouvoir ou dans l'opposition –, et sur leur diffusion par des moyens de communication (presse généraliste, ouvrages à forte diffusion ou publications à caractère plus spécialisé, voire de propagande). Ces travaux proposent également une analyse de la manière dont ces énoncés circulent dans le champ politique et, éventuellement, sont repris par d'autres acteurs moins légitimes, ou plus généralement par la population.

Capucine Boidin analyse l'évolution des manières de dire l'autorité politique dans le Paraguay contemporain, autant au niveau du pouvoir central que dans les relations interpersonnelles, pour montrer combien l'évolution des usages en période démocratique est essentiellement formelle. Si le terme espagnol caudillo est utilisé historiquement pour dénommer le chef politique et militaire, il n'est pas utilisé par le général Stroessner pendant sa longue dictature

(1954-1989) ; celui-ci lui préfère soit des formes militaires – mi general –, soit des formes civiles plus modernes, empruntées à l'Argentine de Perón, comme conductor. Mais ces termes, marqués par les périodes dictatoriales, sont désormais tombés en désuétude dans le régime démocratique actuel. Ils sont remplacés par d'autres lexies, issues d'autres langues. C'est ainsi que l'actuel président a voulu imposer l'usage de termes issus de la langue guarani, tendota ou karai tendota, pour transformer une expression utilisée plutôt dans des relations interpersonnelles et locales, afin de l'introduire dans les relations politiques contemporaines dans le but d'affirmer sa propre légitimité.

Dans une perspective plus historique, Gabriel Périès s'intéresse aux conditions d'emploi des termes relatifs au contrôle des masses et du peuple dans le discours du général Perón dans un de ses textes les plus importants : *Conducción política*, publié en Argentine en 1952. Le régime du général Perón apparaît en effet comme une conjoncture particulièrement intéressante – l'affirmation du populisme national – pour montrer comment un dirigeant politique entend dire non seulement les modalités de l'exercice de son autorité mais également qualifier les caractéristiques de ceux sur lesquels s'exerce cette autorité, c'est-à-dire délimiter ceux qui sont membres de la communauté politique, un peuple transformé en une masse que le conductor doit organiser en en extirpant ses ennemis.

Également à propos de l'Argentine, mais concernant une période plus contemporaine, Sophie Bossé s'interroge sur l'évolution du discours doctrinaire des Forces armées dans l'Argentine de la « transition démocratique ». Au pouvoir sous les gouvernements des juntes militaires (1976-1983), les forces armées sont censées exercer dans l'Argentine d'aujourd'hui une fonction réduite à la seule défense du territoire national et à certaines opérations extérieures dans le cadre de coalitions internationales. Or, à travers les termes auxquels elles ont recours pour identifier ce qui caractériserait leurs nouvelles fonctions, l'auteur montre combien ce locuteur spécifique part d'une donnée apparemment neutre et faisant partie de ses attributions – l'existence de menaces potentielles – pour recycler des préceptes doctrinaux antérieurs. Ce processus apparaît d'autant plus légitime à leurs yeux que l'approche de la menace, extensive et décloisonnée, est inspirée par la vision des États-Unis en lutte contre le terrorisme international. Or ces menaces nouvelles, qui ont pour dénominateur commun une supposée atteinte à l'ordre et aux valeurs occidentaux, ont pour corollaire la réactualisation d'un savoir-faire antérieur en matière de sécurité, notamment à travers la revendication de la ressource du renseignement.

Hélène Combes analyse la guerre des mots dans la transition politique mexicaine, en montrant la manière dont le parti de gauche (Parti de la révolution démocratique, PRD) va faire l'objet de critiques de la part des partis au pouvoir, critiques qui reposent non pas sur la contestation de l'idéologie ou les prises de position de ce parti, mais sur l'idée que ce dernier constitue un danger pour la

stabilité des institutions et, par conséquent, pour l'évolution de la transition. Le registre de déqualification fonctionne d'autant mieux que, dans le cas mexicain, la transition s'est étalée sur une quinzaine d'années, sans véritable moment charnière. Entre 1991 et 1997, ces attaques vont se faire sur le registre de la violence. Alors que le PRD conteste des fraudes électorales par des manifestations, les autres partis considèrent ces mobilisations comme autant de menaces envers les institutions, assimilées aux actions de la guérilla de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN, de son acronyme en espagnol), apparue en 1994. De manière plus récente, et tout particulièrement pendant l'élection présidentielle de 2006, les thématiques de ce registre évoluent tout en cherchant le même objectif. Le PRD étant parvenu au pouvoir local, en particulier dans la capitale, ses adversaires le qualifient désormais de parti populiste qui se comporterait de manière irresponsable dans la gestion des fonds publics.

Enfin, David Garibay étudie la manière dont est négociée, célébrée puis commémorée la paix au Salvador. La guerre civile au Salvador (1980-1992) a pris fin par une négociation entre le gouvernement et la guérilla du FMLN. L'analyse des textes des accords de paix montre combien il existe, pendant la période de négociation – qui s'est déroulée sans interruption des combats –, une stratégie implicite d'euphémisation de la violence, pour ne pas donner prise à une interprétation partisane des textes, et donc produire des prétextes à une interruption du processus. Une fois la paix obtenue, les accords vont être considérés comme des actes fondateurs du pays et faire l'objet, de la part des deux parties, d'un usage très marqué. Se référer aux accords est, en effet, une manière de légitimer son action ou de délégitimer celle de l'adversaire. L'analyse des énoncés de célébration, lors de la signature de la paix, permet ainsi de relever les modalités d'affirmation de mémoires partisans particulières dans le contexte du processus de paix. Les discours de commémoration, lors des anniversaires des accords de paix les plus récents, confirment cette idée : les accords servent désormais de référence pour légitimer la critique de l'adversaire. Ainsi, par exemple, le FMLN s'en sert-il pour critiquer les politiques néolibérales du parti au pouvoir.

Les textes qui sont présentés dans ce numéro ont fait l'objet d'une discussion collective, à partir de versions antérieures, dans le cadre d'une journée d'étude coorganisée le 7 décembre 2006 par l'Institut d'études politiques de Lyon, le laboratoire Triangle (UMR 5206) et le Séminaire interdisciplinaire sur l'Amérique latine (Université Lumière Lyon 2 / IEP de Lyon / ENS-LSH). Les auteurs des textes remercient, à l'occasion de la parution de ce numéro, les deux discutants de cette journée, Boris Gobille (ENS-LSH, Triangle) et Christian Plantin (CNRS, ICAR), dont les commentaires et les réflexions ont permis d'améliorer de manière substantielle les articles, ainsi que Paul Bacot, qui a rendu possible l'organisation de cette journée.